

# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 10 OCTOBRE 2006

N° 330 PRIX 0,60 Euro



A F R I Q U E

**DERRIÈRE LE SCANDALE**

**DES DÉCHETS TOXIQUES**

SOMMAIRE AU VERSO

Page 2  
 Editorial: Derrière  
 le scandale des  
 déchets toxiques

## ***DERRIÈRE LE SCANDALE DES DÉCHETS TOXIQUES***

Page 4  
 Darfour: Famine, soif  
 et maladies déciment  
 les réfugiés

*Le scandale des déchets toxiques qui ont causé tout dernièrement à Abidjan la mort de neuf personnes et plusieurs dizaines de milliers de cas d'intoxication dont certains très graves, n'est que la partie visible de l'iceberg. La plupart des pays africains ayant accès à la mer reçoivent en permanence des cargaisons de déchets toxiques provenant des pays développés. Cela se passe en secret et ne provoque pas nécessairement des conséquences spectaculaires qui sautent aux yeux de tous. Il s'agit la plupart du temps d'un empoisonnement insidieux provoquant une mort lente sans que cela n'attire le regard de la presse. Parfois celle-ci n'en fait écho que lorsque les habitants vivant à proximité des décharges sauvages tombent malades ou voient leur bétail mourir après avoir brouté l'herbe contaminée. La plupart du temps lorsque l'information parvient aux oreilles des populations c'est seulement une fois que le mal est fait.*

Page 6  
 Sénégal: Un prétexte  
 fallacieux pour empê-  
 cher un concurrent  
 - Voyage de Sarkozy à  
 Dakar

Page 7  
 Début de victoire des  
 expulsés de Cachan

Page 8  
 Il y a trente ans  
 mourait Mao-Tsé-Toung

*L'exportation des déchets toxiques des pays riches vers les pays du Tiers Monde a pris son essor surtout dans les années 1980. Les conditions de stockage des déchets toxiques en Europe et aux Etats-Unis deviennent de plus en plus sévères. Les trusts de l'industrie chimique et pétrolière, trouvent encore plus économique de transporter leurs déchets vers les pays pauvres et les déverser en pleine nature plutôt que de les traiter sur place dans des centres appropriés. Rappelons quelques cas qui se sont déroulés sur le continent africain et dont la presse a parlé. En février 1987, à Kassa, une île située à quelques kilomètres de Conakry (Guinée), un bateau en provenance de Philadelphie (Etats-unis) y décharge sa cargaison. Officiellement il s'agit de "matières premières pour fabriquer des briques". Une odeur pestilentielle envahit toute l'île. Très rapidement la végétation dépérit. Les habitants s'aperçoivent qu'il s'agit d'un poison. Pris de peur, le gouvernement réagit en limogeant quelques responsables et en décidant de renvoyer la marchandise à son expéditeur.*

### ABONNEMENT

#### FRANCE:

12 numéros : 15 euros  
 Le paiement se fait  
 uniquement en espèces  
 ou en timbres-poste  
 courants.

#### autres pays :

Nous consulter

#### ADRESSE :

Le PAT B.P. 42  
 92114 CLICHY Cedex

*Presque au même moment, le Nigéria fut aussi le théâtre d'un scandale similaire. Cinq navires en*

provenance d'Allemagne de l'Ouest ont déchargé leur contenu dans le petit port de Koko entre août 1987 et mai 1988. Les habitants se sont mobilisés et les autorités nigérianes ont dû négocier le rapatriement de ces déchets. Mais sur quelques cas qui sont sortis du secret combien sont restés inconnus du public? Ce sont autant de bombes chimiques ou biologiques à retardement. Aujourd'hui, selon la presse, 400 000 ordinateurs usagés arrivent chaque mois au Nigéria. La plupart de ces appareils sont apparentés à des déchets toxiques à cause de leur teneur en plomb et en mercure. De plus ce pays ne possède pas d'entités capables de traiter de tels produits. Les effets toxiques sont à long terme mais cela ne les rend pas moins dangereux et pour l'environnement et pour les habitants.

Mais il n'y a pas que les déchets toxiques importés des pays riches qui mettent en danger la santé des habitants des pays africains. Les pesticides périmés constituent par exemple une vraie menace. Plusieurs pays dont le Mali, l'Ethiopie et bien d'autres sont concernés. Tout dernièrement la presse a fait état de plusieurs personnes mortes au Mali après avoir consommé du poisson contaminé par des pesticides. Cette contamination provient-elle des stocks de pesticides périmés disséminés un peu partout et qui arrivent jusqu'au fleuve après avoir été entraînés par le ruissellement des eaux de pluie? Provient-ils des emballages de ces pesticides que les habitants utilisent sans en connaître les dangers? Certains pêcheurs utiliseraient-ils ces poisons pour pêcher dans le fleuve? Ce qui est certain c'est que le Mali détient une grande quantité de pesticides périmés. Les autorités n'ont même pas pris la précaution de les déposer dans des endroits protégés en attendant de trouver une solution pour les détruire. Ils sont entreposés à même le sol en pleine nature, parfois au milieu des champs

de coton et de céréale. Certains emballages sont percés et laissent



Décontamination d'une décharge d'Abidjan.

les produits s'infiltrer dans le sol ou se répandre dans l'atmosphère. C'est ainsi que l'année dernière le village de Nanguila, situé à 100 kilomètres de Bamako fut empoisonné. Les habitants ont dû fuir leur village après avoir constaté que leurs bêtes mouraient après avoir brouté l'herbe située près du dépôt de pesticides et de fongicides périmés. Le nombre de maladies respiratoires a fortement augmenté dans cette zone. Mais c'est loin d'être le seul endroit contaminé au Mali.

Les autorités disent depuis des années qu'elles vont s'occuper de ce problème mais jusqu'ici rien n'a été fait. Mais au Mali comme ailleurs, la santé de la population n'est pas le souci de nos dirigeants.

La neutralisation ou la destruction de ces déchets toxiques est quelque chose de réalisable techniquement. Il existe des structures spécialisées pour ce genre d'opération. Mais dans une société où la seule chose qui compte pour les entreprises c'est la recherche du profit maximal, il n'est pas "rentable" de traiter correctement les déchets toxiques. On assiste alors à toutes sortes de trafics pour s'en débarrasser à bon compte. Cela fait partie du fonctionnement "normal" du système capitaliste.

D A R F O U R**FAMINE, SOIF ET MALADIES  
DÉCIMENT LES CAMPS DES RÉFUGIÉS**

Les premières organisations humanitaires qui ont mis les pieds dans les camps des réfugiés soudanais massés le long d'une frontière Soudan-Tchad, longue de 600 km, ont immédiatement lancé un cri d'alarme : si l'on ne leur vient



Un soldat de l'Union Africaine  
en patrouille au Darfour Nord

pas en aide rapidement, des milliers de personnes, hommes, femmes et surtout les enfants risquent de mourir de faim ou de soif. Ces organisations telles que "Médecins sans frontière" craignent une catastrophe, l'apparition d'un fléau comme le choléra.

La presse internationale a fait écho de ce cri d'alarme, et partout, on parle du Darfour, on évalue l'aide à apporter, des émissaires de Washington ou de Paris sont dépêchés sur les lieux, etc. Tous ont constaté que le danger d'une catastrophe est imminent. Côté diplomatique, aux Nations Unies, Chirac a parlé, à propos du Darfour, d'"un crime contre l'humanité qui se prépare"; quant à Bush, il avance l'idée de "génocide".

Mais sur le terrain, les réfugiés continuent de mourir chaque jour, de faim, de soif, de malnutri-

tion ou de diarrhée. Ils vivent misérablement dans des abris de fortune faits de paille et de branches. Si la plupart d'entre eux ont survécu, c'est notamment grâce à la nourriture et l'eau fournies par la population tchadienne. De part et d'autre de la frontière vivent les mêmes peuples des mêmes ethnies, par exemple les Zaghawa, de l'ethnie du dictateur Idriss Déby. Puis avec leur arrivée, les organisations humanitaires ont installé des tentes pour les réfugiés; elles ont aussi apporté de l'eau et de la nourriture. Mais les besoins étant trop grands, cela apparaît comme une goutte d'eau dans le fleuve.

Mais d'où viennent ces réfugiés? Pourquoi fuient-ils leurs villages, abandonnant champs et cultures, pour se retrouver dans des camps, avec des conditions de vie lamentables.

Tout a commencé en décembre 2003, dans le Darfour situé au Soudan. Cette région est composée de trois parties: Darfour Nord, Darfour Ouest et Darfour Sud. A cette date, une rébellion a éclaté dans le Darfour Nord, et celle-ci s'est étendue dans toute cette région. Elle a éclaté au moment même où le gouvernement soudanais et les rebelles de John Garang signaient, à Washington, un accord de paix. Le Mouvement pour la libération du Soudan (MLS) et le Mouvement pour la justice et l'égalité (MJE) sont les deux principales composantes de cette rébellion du Darfour. Les rebelles reprochent au gouvernement central de Khartoum d'avoir délaissé le Darfour; aussi réclament-ils 13% des revenus pétroliers, le départ de l'armée gouvernementale du Darfour, et l'autonomie de gestion.

Le régime de Béchir fait

semblant de négociier, et il envoie l'armée attaquer les rebelles. Comme dans la plupart des cas, ce sont les populations civiles qui en font les frais. Conséquences : 200 à 300 000 morts, plus de 2 millions de personnes déplacées ou réfugiées (c'est-à-dire le 1/3 de la population du Darfour) à la frontière du Tchad. Des réfugiés interrogés par la presse racontent qu'ils ont fui leurs villages bombardés par l'armée soudanaise, puis pillés et détruits par les Janjawids (cavaliers armés par Khartoum, qui sont des milices gouvernementales) qui achèvent le sale travail de l'aviation. Ils pourchassent les populations jusque dans les camps de réfugiés, à l'intérieur du territoire tchadien. Pour éviter ces incursions, ces camps sont transférés bien loin, à 50 km de la frontière.

Depuis 2003, le Darfour est devenu le théâtre d'affrontements de plus en plus sanglants après l'échec des négociations entre les mouvements rebelles et le gouvernement de Khartoum. En effet il y a eu plusieurs tentatives de réconciliation, dont celles dirigées par Idriss Déby mais toutes ont échoué. L'Union africaine a alors dépêché sur le terrain une armée d'interposition de 7 000 soldats. Malgré cette présence, le gouvernement soudanais continue d'attaquer les rebelles.

Mais la guerre civile n'explique pas tout le processus qui a conduit les populations du Darfour à fuir. Derrière ce conflit, il y a bien sûr, les querelles séculaires entre nomades et éleveurs, à propos du bétail qui vient brouter dans les champs. Avec la sécheresse et l'avancée du désert, ces querelles

sont devenues nombreuses. Mais les conflits locaux se réglaient en général à l'amiable même si parfois, malheureusement, cela se terminait à l'arme blanche. Derrière ce conflit, il y a le pétrole, le véritable nerf de la guerre. A commencer par les rebelles eux-mêmes, qui revendiquent 13% des revenus pétroliers. Il y a surtout les appétits des grands trusts américains du pétrole. En parlant d'un "génocide", les USA chercheraient-ils à intervenir militairement dans le Darfour, et par ce biais, exploiter le pétrole à la place des Chinois ? Ou du moins indirectement par un autre biais, les forces de l'ONU ?

En effet, le 30 septembre dernier, a expiré le mandat de la force africaine d'intervention au Darfour. Elle devait plier bagage pour laisser place à une force de l'ONU composée de 20 000 casques bleus. Mais la mission de la force africaine a été prolongée pour encore trois mois, parce que El Béchir a refusé la médiation de l'ONU; il parle d'un complot "ayant pour but de démembrer le pays et de piller son pétrole".

Les populations de cette région du Soudan n'ont connu depuis des années que la violence et la misère même quand il n'y avait pas de guerre officiellement. Leur situation s'est terriblement aggravée depuis que les bandes armées s'affrontent. Les paysans ne peuvent plus cultiver leur maigre terre, ni élever leur bétail sans risquer leur vie. Ils ne peuvent même plus habiter leurs villages devenus des zones de guerres. Et quand ils fuient leur zone pour aller chercher refuge ailleurs, ils se retrouvent dans des camps mouirois.

S É N É G A L**UN PRÉTEXTE FALLACIEUX  
POUR EMPÊCHER UN CONCURRENT**

En vue des élections législatives et présidentielle prévues pour février 2007, l'ancien Premier ministre Idrissa Seck, ex-numéro deux du PDS, après avoir purgé quelques mois en prison, a créé sa propre formation. Mais voilà, le gouvernement refuse de lui donner le récépissé sous prétexte que son parti n'a pas le droit de s'appeler "Rewmi". L'actuel Premier ministre Macky Sall a justifié ce refus en disant que l'appellation "Rewmi" (qui signifie pays ou patrie en Wolof) "est un patrimoine collectif, un bien commun dont nul ne peut s'arroger l'exclusivité quelle qu'en soit la finalité". En vérité ce qui gêne les dirigeants du PDS actuellement au pouvoir, c'est qu'Idrissa Seck est un des leurs. Il a été exclu du PDS. En créant son propre parti et en se présentant pour les futures élections, il risque d'entraîner dans son sillage

une partie des cadres du PDS et de grignoter son électorat.

Les dirigeants sénégalais, à commencer par Wade, se flattent d'être des « démocrates » et n'hésitent pas à donner des leçons quand ils en ont l'occasion. Mais leur fameuse « démocratie » se limite au sérail politique, et encore, à certaines conditions. Wade n'hésite pas à mettre en prison tous ceux qui osent par exemple écrire ou parler publiquement de la corruption qui règne au sommet de l'Etat, surtout lorsque lui-même et des membres de sa famille y sont impliqués. Des écrivains, des journalistes, des politiciens, y compris quelques uns de ces proches amis, en ont fait l'expérience. Et ce qui arrive à l'ex-« dauphin » de Wade n'en est qu'une illustration de plus.

VOYAGE DE SARKOZY AU SÉNÉGAL**WADE ET LUI SONT SUR LA MÊME LONGUEUR D'ONDE**

Dakar: Sarkozy en compagnie  
du ministre de l'Intérieur

Lorsque Sarkozy est allé à Dakar pour rencontrer Wade afin de signer avec lui un accord sur la lutte commune contre l'émigration clandestine, il a pris le soin de n'annoncer publiquement son voyage que la veille de son départ. C'était un calcul pour que ceux qui à Dakar, auraient voulu manifester leur colère contre lui ne puissent pas avoir le temps de s'organiser. Ainsi, il est resté à Dakar juste quelques heures. Il a obtenu l'accord du gouvernement de Wade pour faciliter les expulsions des ressortissants sénégalais en situation irrégulière. Les autorités sénégalaises se sont également

engagées à traquer tous ceux qui voudraient partir des côtes sénégalaises pour aller aux Canaries. Ensuite pour faire bonne figure devant la presse tous deux ont parlé de "co-développement". Sarkozy a promis de faire un geste en offrant une somme de 2,5 millions d'Euros pour soi-disant aider le Sénégal à sortir de la misère. C'est une piécette comparée à ce que

l'impérialisme français a pillé dans ce pays. Cela fait un siècle et demi que la France et le Sénégal se « co-développent » en réalité. Mais dans un monde dominé par l'impérialisme, cela se traduit par l'appauvrissement du plus grand nombre d'un côté et l'accumulation des richesses aux mains d'une toute petite minorité de l'autre.

## UN DÉBUT DE VICTOIRE POUR LES EXPULSÉS DE CACHAN

Depuis le 3 octobre le ministère de l'Intérieur a fait des propositions de relogement qui tiennent compte en partie des reven-

En fait ils ne se sont pas laissés faire.



Une manifestation des expulsés  
de Cachan, place Denfert à Paris  
le 30 septembre dernier

dications des expulsés de Cachan. Les autorités ont proposé des logements collectifs à Boissy-Saint-Léger, Créteil, Stain et Ivry.

Il a fallu presque deux mois pendant lesquels les expulsés sont restés solidaires à 300 pour que des solutions commencent à apparaître.

Quand le 17 août Sarkozy a envoyé sa police pour expulser les squatteurs de la Résidence universitaire de Cachan, il a dû penser que les résidents allaient accepter son verdict sans broncher.

Ils étaient environ 500 personnes dont 117 enfants. Il y en a qui ont du travail et d'autres pas. Quelques-uns sont sans-papiers. Malgré tout ils arrivaient à vivre en partageant collectivement les difficultés de la vie quotidienne. Le 17 août la police est intervenue avec brutalité, en particulier en embarquant de force 150 parmi eux pour les répartir dans plusieurs hôtels. De plus sept sans-papiers ont été rapidement expulsés. Tout de même 150 autres ont refusé de partir et ont campé devant la résidence sous des tentes de fortune. Les policiers sont revenus de nouveau pour les expulser de force. C'est là que le maire de Cachan a accepté de les reloger dans un gymnase de la commune en attendant de trouver une solution. Du coup les 150 qui étaient éparpillés dans plusieurs hôtels sont venus rejoindre ceux qui sont installés dans le gymnase pour revendiquer ensemble des logements.

Le 23 août ils ont organisé une manifestation de la mairie de Cachan à la sous-préfecture de l'Hay-les-Roses. Un certain nombre d'associations et d'organisations françaises étaient là pour les soutenir et faire connaître leur situation. Il y a eu d'autres manifestations de soutien qui se

sont déroulées à Paris et qui ont rassemblé plusieurs milliers de personnes le 9 septembre et 4000 le 30 septembre. Il y a eu d'autres actions qui se sont rajoutées en cours de route comme la grève de la faim de six personnes parmi les expulsés. Ils étaient suivis par des médecins bénévoles, et deux d'entre eux ont dû être hospitalisés.

La police a tenté de briser l'action des expulsés. Des policiers faisaient des contrôles de papiers dans les rues avoisinantes du gymnase pour les intimider.

Le maire de Limeil-Brévannes avait proposé, moyennant quelques travaux, la réquisition d'un bâtiment vide appartenant au Commissariat de l'énergie atomique, donc à l'Etat. Certainement sous la pression de Sarkozy, le préfet du Val-de-Marne a mis son veto.

Par ailleurs, avec le temps la vie collective dans le gymnase s'était dégradée surtout pour les enfants. Les médecins ont même détecté des cas de tuberculose. Les expulsés de Cachan ont résisté à toutes les pressions et les actions de découragements des autorités grâce à leur détermination et grâce au soutien des organisations et associations françaises. Ils ont eu aussi la sympathie et la solidarité des gens du quartier du gymnase de Cachan. C'est dans ce contexte que Sarkozy a marqué un recul en faisant

appel à des médiateurs pour faire des propositions acceptables par les expulsés. Les autorités se sont engagées à examiner au cas par cas la situation des sans-papiers et ont promis que pendant l'examen de leurs dossiers, il n'y aura pas d'expulsion. Plusieurs hébergements ont été mis à la disposition des expulsés par l'association France Terre d'Asile à Créteil et Stains. Cependant tout n'est pas réglé pour l'instant. Certains parmi ceux qui ont été dirigés vers des logements à Porcheville (Yvelines) ont refusé parce que trop loin de leur travail. De plus ils craignent que les autorités ne tiennent pas compte de la totalité des squatteurs.

Il faut espérer que les ex-squatteurs resteront vigilants et unis malgré une certaine dispersion géographique. Le succès de leur lutte est à ce prix.

Mais quelle que soit l'issue de cette lutte, elle a eu le mérite de montrer une fois de plus le mépris des dirigeants de l'Etat ainsi que leur démagogie politique. Pour un pays riche comme la France qui possède d'énormes moyens, l'hébergement de quelques centaines de personnes pourraient se régler sans problème et très vite. Mais ces énormes moyens ne sont pas mis au service de ceux qui sont les plus défavorisés mais au contraire pour enrichir la classe possédante.

## IL Y A 30 ANS MOURAIT MAO-TSE-TOUNG

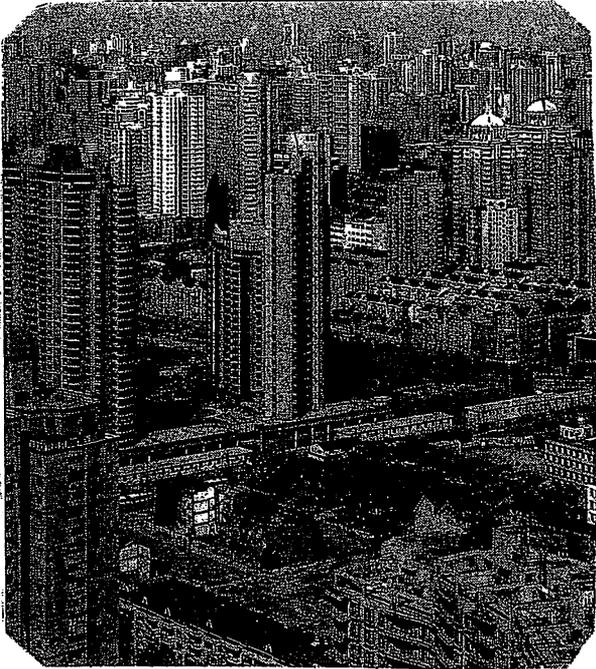
A l'occasion de cet anniversaire, la presse occidentale, mais aussi celle de beaucoup de pays d'Afrique tirent des coups de chapeau. A les entendre, la Chine serait devenue le "géant du 21<sup>e</sup> siècle", sur le point de détrôner les Etats Unis. Il y a quelques années c'était le contraire. Les mêmes médias ne manquaient pas une occasion pour rappeler les épisodes

sanglants de son régime qu'ils attribuaient au communisme dont Mao se réclamait. Selon ces journalistes, ce pays n'aurait été qu'un vaste Goulag asiatique.

La Chine n'a jamais été socialiste ou communiste. Son passage aujourd'hui à l'économie de marché, n'a rien d'une conversion aux vertus supposées du capitalisme.

### Un régime nationaliste et non pas communiste

Lorsqu'en 1949, Mao et ses compagnons ont pris le pouvoir, leur objectif était surtout de limiter l'emprise des puissances impérialis-



Shanghai: 16 millions d'ha  
premier port du monde

tes sur leur pays. S'appuyant à l'intérieur sur une révolution paysanne, il voulait en même temps apporter une certaine modernisation de la société chinoise largement régie par des rapports moyenâgeux. Au milieu du 19e siècle, afin de promouvoir le libre commerce, les canonnières anglaises et françaises avaient forcé la Chine à se soumettre à la rapacité des grandes puissances. Elles avaient ainsi réussi à détenir des enclaves dans les ports chinois, et des concessions à partir desquelles elles pillaient tout le pays. C'est à cette situation que Mao entendait mettre un terme pour faire du pays, un Etat moderne. Mao et son parti s'étaient formés dans le moule du stalinisme dont ils avaient retenu la phraséologie et aussi l'idée que l'intervention de l'Etat pouvait être un moteur puissant du développement économique. En 1945 Mao avait déclaré ne pas viser "la bourgeoisie en général mais

l'oppression impérialiste et féodale". Il ajoutait : "Cette révolution ouvrira la voie au développement du capitalisme". Son régime ne prétendait pas représenter les intérêts du prolétariat et de la petite paysannerie. Il affirmait qu'il s'agissait d'une alliance "des quatre classes", bourgeoisie nationale, prolétariat, paysannerie, et classe moyenne. Mais il est impossible de défendre en même temps les intérêts de la classe des exploités et ceux des exploités. En réalité l'Etat que dirigeait Mao ne mena qu'une politique de développement basée sur la surexploitation des travailleurs au profit de la classe privilégiée locale et dans une plus large mesure au profit de l'impérialisme.

### Le blocus impérialiste

Dès 1950 les USA décrètent le blocus économique du pays. Dans ce contexte les bourgeois nationaux que Mao aurait voulu convaincre de faire tourner la production dans l'intérêt national, ont refusé de renoncer à leurs trafics habituels. Cela désorganisait l'économie et mettait le pays en danger militaire. Cette situation a contraint Mao à étatiser l'industrie. Une bonne partie des bourgeois chinois quittait le pays pour aller à Hongkong, Taiwan, Singapour ou ailleurs. Cela se traduisait par une étatisation de secteurs croissants de l'économie c'est-à-dire une concentration au sein de l'appareil d'Etat des richesses produites par le prolétariat urbain et surtout par l'immense masse paysanne. On impose à cette dernière de s'épuiser dans des grands travaux et même lors du "grand bond en avant", de produire de l'acier dans les villages pour "rattraper l'Angleterre en 15 ans". Dans les villes, la classe ouvrière fut soumise à un régime quasi militaire. La "Révolution Culturelle" qui débuta en 1969 vit le régime s'appuyer sur l'armée pour mobiliser la jeunesse estudiantine afin de mettre au pas la population urbaine.

### L'état impérialiste se desserre

L'étatisation fut, entre les mains du régime, un moyen d'assurer un mini décollage économique du pays, sans cependant être un réel succès. Mais c'est l'impérialisme qui modifia son attitude à l'égard de la Chine au début des années 1970. Ainsi les dirigeants américains, constatant leur impossibilité à gagner la guerre du Vietnam, se retournèrent vers la Chine pour en faire un gardien de l'ordre dans le Sud-Est asiatique, un facteur de stabilité. La Chine de Mao a acquis un poids qui ne se limite pas à la seule Asie. On peut dire aujourd'hui qu'elle joue dans la cour des grands. Mais ce poids qu'elle a acquis a été permis par la Révolution chinoise, par la prise en charge par l'Etat de tous les grands secteurs économiques.

### La réintégration dans le marché capitaliste

L'isolement du marché mondial avait longtemps empêché la Chine de bénéficier de la division internationale du travail, à ne connaître qu'un développement limité et autarcique. La réintégration de l'Etat dans le marché capitaliste s'est fait du vivant même de Mao. Nixon le président des Etats Unis est venu à Pékin lui serrer la main pour sceller cette nouvelle amitié.

Les capitalistes du monde entier peuvent désormais exploiter les ouvriers chinois dans des "zones franches" créées à cet effet depuis 1979. Certains chinois y ont trouvé leur compte et sont devenus de nouveaux riches. Il y avait des privilèges en Chine maoïste mais ils pesaient infiniment moins sur la population que les prélèvements imposés par l'impérialisme aux pays

du Tiers Monde qu'il domine. La réintroduction de la Chine dans le marché mondial se traduit par des différenciations sociales et une profonde régression sociale. On voit apparaître tout l'ancien fatras, la corruption à tous les échelons de l'Etat, la spoliation de la paysannerie pauvre, la criminalité. La prostitution a fait son retour ainsi que la vente et l'achat de fillettes pour devenir épouses ou prostituées. La moitié des femmes qui se suicident dans le monde sont des chinoises.

La classe privilégiée chinoise bénéficie de l'évolution actuelle, d'un certain accès au marché capitaliste occidental, mais c'est avec l'exploitation féroce des ouvriers et des paysans. Selon une dépêche de l'AFP datée du 6 octobre dernier, 8 000 personnes auraient trouvé la mort l'année dernière, lors d'éboulements, de chutes et d'explosions dans les mines de charbon. Ce bilan est officiel. Le bilan réel pourrait atteindre 20 000 morts selon des organisations de défense de travailleurs. Les raisons de ces accidents criminels sont évidentes. Dans les quelques 15 000 mines de charbon aux mains de capitalistes privés, les conditions de sécurité sont presque inexistantes pour garantir le maximum de profits à leurs propriétaires. C'est cela le "miracle chinois" devant lequel la presse occidentale est admirative.

Tôt ou tard la classe ouvrière chinoise se dressera contre cet ordre injuste. Son avenir en dépend. Elle réussira à condition que de ses rangs, des militants conscients s'organisent pour bâtir un parti qui incarne ses intérêts propres en même temps que ceux de toute la société.

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnies, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.